Point de conjoncture

Avril 2014 - N°42

Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

(Source : FMI - janvier 2014)

1 - TENDANCES INTERNATIONALES

Un peu plus de tonus dans les économies avancées ... zone de turbulences pour les émergents

Le renforcement de l'activité économique mondiale, entrevu à partir de l'été 2013, s'est globalement confirmé sur la fin d'année passée.

Le retour à la confiance semble, en effet, lentement se concrétiser dans la plupart des économies avancées, même si les signes de la reprise demeurent irréguliers (le 1er trimestre 2014 est un peu moins dynamique que les précédents) et notamment en zone euro.

Les économies émergentes, pour lesquelles l'année 2013 a été plus difficile, devraient d'un côté profiter de ce regain de confiance dans les pays développés, mais aussi continuer de composer avec des problématiques internes plus aigues (crise de change, resserrement des politiques monétaires,...).

La croissance mondiale reste, par ailleurs, soumise à un certain nombre d'aléas: trajectoire de la consommation des ménages en Europe, comportement des investisseurs dans les économies émergentes, conséquences des tensions géopolitiques relatives à la situation en Ukraine, ...

Crise de croissance dans les économies émergentes

Nombre de grandes économies émergentes (Brésil, Inde, Afrique du Sud, Turquie, Indonésie, ...) doivent aujourd'hui faire face à une crise de croissance de leurs modèles économiques qui se traduit notamment, depuis 6 mois, par une forte dépréciation de leurs monnaies.

Moins performantes qu'avant crise (elles ne se sont jamais découplées du cycle des pays développés), ces économies cumulent aujourd'hui plusieurs déséquilibres macroéconomiques majeurs qui les fragilisent : excès de crédit, poussée de l'inflation et déficits extérieurs.

En 2013, la baisse des cours des matières 1ères de base et le ralentissement de l'économie chinoise (principal importateur de ces matières 1ères) ont accentué les tensions existantes et provoqué le retrait massif de capitaux.

Dans ce contexte de net repli de leur demande intérieure (consommation et surtout investissements), ces "grands émergents" devraient toutefois pouvoir compter, en 2014, sur la reprise amorcée dans les pays développés afin de stimuler leurs exportations.

Économies avancées : plus de confiance

En 2014, la reprise devrait se consolider dans la plupart des pays développés en raison particulièrement d'un rebond de l'activité industrielle et d'un climat des affaires partout en légère amélioration.

Outre-Atlantique, si l'activité a été ralentie en début d'année par des conditions climatiques extrêmes, elle devrait continuer de progresser en 2014 sous l'impulsion d'un contexte budgétaire assoupli, de la poursuite de l'expansion industrielle, d'un marché de l'emploi mieux orienté et d'une bonne dynamique dans l'immobilier résidentiel.

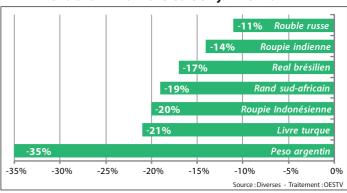
Dans la Zone euro, qui émerge de 2 ans de récession, la reprise de

l'activité resterait moins dynamique et plus inégale. Alors qu'en Italie et en Espagne elle s'effectue à petits pas, elle serait lègèrement plus forte en France et toujours solide en Allemagne qui reste le principal moteur de la zone. Derrière ces dynamiques variables, on observe toutefois un mouvement général d'amélioration de la confiance à la fois des chefs d'entreprise (rebond de l'investissement productif) et des ménages.

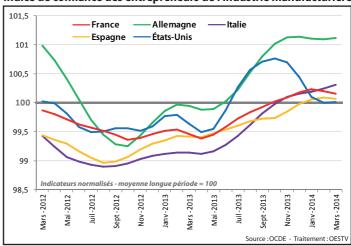
Croissance du PIB et prévisions

en %	2012	2013 (p)	2014 (p)
ZONE EURO	-0,7	-0,4	+1,0
France	0,0	+0,2	+0,9
Allemagne	+0,9	+0,5	+1,6
Espagne	-1,6	-1,2	+0,6
Italie	-2,5	-1,8	+0,6
Royaume-Uni	+0,3	+1,7	+2,4
États-Unis	+2,8	+1,9	+2,8
Japon	+1,4	+1,7	+1,7
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,4	+1,3	+2,2
Chine	+7,7	+7,7	+7,5
Inde	+3,2	+4,4	+5,4
Brésil	+1,0	+2,3	+2,3
Russie	+3,4	+1,5	+2,0
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,9	+4,7	+5,1
MONDE	+3,1	+3,0	+3,7

Évolution de la valeur des monnaies par rapport au dollar entre le 1er mai 2013 et le 31 janvier 2014



Indice de confiance des entrepreneurs de l'industrie manufacturière



Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE-SUR-YON Cedex Tél: 02.51.24.83.33 Fax: 02.51.62.72.17 e.mail: oestv@wanadoo.fr - Site Internet: www.oestv.fr

















2 - FRANCE

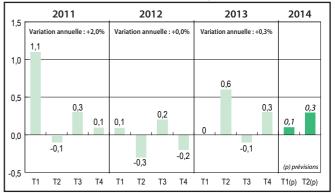
Croissance faible en 2013 ... tendance identique attendue sur les premiers mois de 2014

Après une stagnation en 2012, 2013 a peu ou prou prolongé cette tendance avec une faible croissance du PIB de +0,3%.

Relancée temporairement par la consommation des ménages au 2ème trimestre (dépenses en énergie en hausse en raison d'un hiver anormalement long) avant de se replier de nouveau au 3ème trimestre, la croissance s'est quelque peu redressée en fin d'année : consommation des ménages plus dynamique et investissements (entreprises + ménages + administrations publiques) en progression pour la 1ère fois depuis fin 2011.

La croissance attendue au 1er semestre 2014 resterait toujours contenue et le retour à une activité plus dynamique ne s'entrevoit au mieux qu'à l'horizon du 2ème semestre 2014 (+1% en prévision pour l'année 2014), et plus vraisemblablement à l'horizon de 2015 (+1,5%).





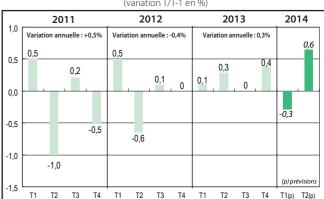
La faiblesse de l'activité continue par ailleurs de peser sur les finances publiques : le déficit public s'établit à -4,3% du PIB en 2013 (soit -87,6 Milliards d'€) après -4,9% en 2012, tandis que la dette publique notifiée s'élève, fin 2013, à 1 925,3 Mds€, soit 93,5% du PIB après 90,6% fin 2012.

Consommation des ménages: du mieux fin 2013 ... contrecoup au 1er trimestre 2014

En raison notamment d'une fin d'année un peu mieux orientée (+0,4% au 4^{ème} trimestre), **la consommation des ménages s'est inscrite en légère croissance sur l'année 2013 (+0,3%)**, après une année 2012 en repli (-0,4%).

Cependant, les premiers mois de 2014 sont plutôt défavorables et laissent craindre qu'une plus faible consommation pèse notablement sur la reprise. Après avoir nettement reculé de -2,1% en janvier, les dépenses des ménages en biens ne se sont pas redressées en février (+0,1%). Si la douceur du climat explique, pour partie, cette évolution (net repli des dépenses en énergie), il convient cependant de noter que d'autres postes sont également touchés par la baisse : notamment l'alimentaire et les biens d'équipements du logement. Seuls les achats d'automobiles ont fortement rebondi en février (+5,1%) corrigeant ainsi la chute observée le mois précédent (-7,6%).

Évolution trimestrielle de la consommation des ménages



L'horizon demeure incertain en raison, d'une part, de la situation encore très difficile sur le marché du travail et, d'autre part, d'une nouvelle dégradation du pouvoir d'achat des ménages en 2013 (-0,3% par unité de consommation, après -1,5% en 2012) dans un contexte pourtant de très faible inflation. L'Insee anticipe cependant un rebond de la consommation au 2ème trimestre.

Investissements : rattrapage fin 2013 pour les entreprises ... pas d'accélération en vue pour 2014

☼ Les investissements des entreprises (non financières) ont, pour la première fois depuis début 2012, progressé assez sensiblement au cours du 4ème trimestre 2013 (+0,9%).

Pour autant, les anticipations ne tablent toujours pas sur une véritable reprise des immobilisations pour les mêmes raisons qui prévalent depuis 2 ans : niveau de marge -EBE/VA- des entreprises au plus bas à 28,1% en 2013, sous utilisation des capacités de production, amélioration lente du climat des affaires, ...

♦ **L'investissement des ménages,** porté essentiellement par la construction de logements, a poursuivi son érosion, à un rythme un peu moins fort, aux 3^{ème} (-0,7%) et 4^{ème} (-0,4%) trimestres 2013, après avoir reculé respectivement de -1,3% et de -1,5% au cours des 2 premiers.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % - *entreprises non financières)

2,5 2011 2012 2013 2014

1,9 1,7 Variation annuelle :-1,9% Variation annuelle :-2,3% 0,9 0,5 0,5



Sur l'ensemble de l'année 2013, l'investissement des ménages s'est ainsi replié de -3,8% après -0,4% en 2012. Les données récentes relatives à la construction de logement, pour la période janvier/février 2014, confirment et prolongent cette tendance baissière (les autorisations de permis de construire reculent de -32%, soit 54 000 unités contre 80 000 pour la même période de 2013).

Solde commercial: importations et exportations en baisse sur 2013

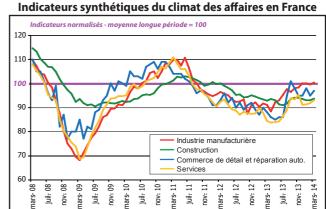
Source : Douanes

En 2013, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) s'est réduit en s'établissant à -61,2 Mds€ contre -67,3 Mds€ un an plus tôt (pour rappel ce dernier était de -42Mds€ en 2007, ou encore, de -52Mds€ en 2010).

Cette réduction relève exclusivement d'une modération de nos importations (-2,3%, 496,8 Md€ contre 508,7 Md€ en 2012) car, dans le même temps, nos exportations se contractaient également (-1,3%; soit 435,6 Mds€ contre 441,4 Md€ en 2012).

Climat des affaires en France en mars 2014 : plutôt favorable dans l'industrie, stable dans les autres secteurs

- Industrie manufacturière Selon les chefs d'entreprise interrogés en mars par l'Insee, le climat des affaires s'est stabilisé sur les 4 derniers mois au niveau de sa moyenne longue période, suite à sa nette amélioration observée à partir du printemps 2013. Les carnets de commandes, tant globaux qu'étrangers, se situent désormais également au niveau de leur moyenne long terme. Notons toutefois, sur ce mois de mars, un repli du solde sur les perspectives générales (opinion des industriels sur l'activité de l'industrie dans son ensemble).
- Construction / BTP L'indicateur du climat des affaires dans la construction est stable en mars (à 94), comme depuis maintenant plus de 6 mois, et reste assez nettement en dessous de sa moyenne long terme. L'activité passée est de nouveau estimée en baisse sur la période récente, les carnets de commande toujours jugés inférieurs à la normale, les prix encore déclarés en baisse et, en conséquence, les perspectives d'emploi demeurent mal orientées.



- Commerce de détail / automobile Si l'indicateur synthétique du climat des affaires gagne 2 points en mars (à 97), il continue de fluctuer, comme depuis 5 mois, autour d'un niveau inférieur à sa moyenne long terme. L'activité passée, dans le commerce de détail principalement, est considérée en repli tandis que les intentions de commandes sont, à l'inverse, dynamisées par le commerce automobile. Les perpectives d'activité demeurent assez pessimistes quant à la situation du commerce dans son ensemble sur la période à venir.
- Services En mars, le climat des affaires s'améliore légèrement sur un mois (+1 point à 93) mais reste 7 points en dessous de sa moyenne long terme. Pour les trois prochains mois, les chefs d'entreprise n'entrevoient pas de réelle amélioration de leur activité et les perspectives relatives aux effectifs salariés (hors intérim) sont donc peu dynamiques.

Emploi salarié - Bilan 2013 : nouveau recul dans l'industrie et la construction

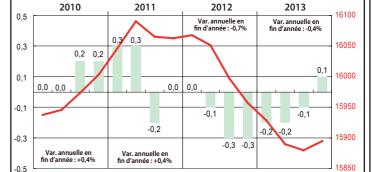
Après s'être replié de près de 106 000 postes au cours de l'année 2012 (-0,7%), l'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) a continué son érosion en 2013 à un rythme toutefois un peu moins soutenu avec une perte de 62 200 postes (soit -0,4%).

En termes de rythme d'évolution, les effectifs salariés ont continué de se replier sensiblement au 1^{er} semestre (-67 700 emplois) avant de se stabiliser au 2^d (+5 500).

Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité en 2013 (secteurs marchands uniquement)

- Dans l'INDUSTRIE, près de 53 000 emplois ont été détruits au cours de l'année 2013, soit nettement plus que lors des 2 années précédentes (-28 400 en 2012 et -16 800 en 2011). A fin décembre 2013, la France compte 3,175

millions de salariés dans l'industrie pour une évolution des effectifs de -1,6% sur un an.



T1 T2 T3 T4 T1 T2 T3 T4 T1 T2 T3 T4 T1 T2 T3 T4

Variation trimestrielle T/T-1 (en %) — Emploi salarié (en milliers)

Évolution de l'emploi salarié secteurs marchands (données cvs)

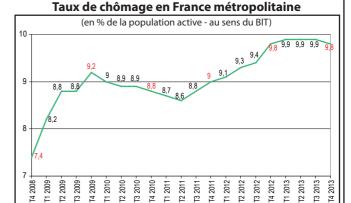
- Dans la CONSTRUCTION/BTP, 26 200 postes ont été perdus en 2013 (-1,8%); là aussi l'érosion des effectifs a été plus prononcée qu'au cours des 2 années précédentes (-18 400 postes en 2011 soit -1,3% et -9 200 en 2011 soit -0,6%). La dégradation de l'emploi a, par ailleurs, été constante tout au long de l'année (pertes d'environ 6/7 000 emplois chaque trimestre). A fin décembre 2013, la France compte 1,392 million de salariés dans ce secteur d'activité.
- Dans le TERTIAIRE MARCHAND, près de 17 000 emplois ont été créés en 2013 (+0,1%). Alors que le début d'année avait été marqué par un repli des effectifs (-10 500 et -14 800 aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres), la tendance s'est inversée sur les 6 derniers mois (+9 600 et +32 500 aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres). Il convient cependant de noter que ce rebond de fin d'année relève avant tout de la dynamique de l'intérim (hors intérim les gains d'emplois ne s'élèvent qu'à 8 400 postes au 4^{ème} trimestre). A fin décembre 2013, la France compte 11,328 millions de salariés dans le tertiaire marchand.

Taux de chômage en baisse de 0,1 point au 4ème trimestre 2013 ... Stabilité sur un an

En moyenne sur le 4ème trimestre 2013, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 9,8% de la population active, soit en baisse de 0,1 point comparé au trimestre précédent et stable sur un an.

Selon Pôle Emploi, à fin février 2014, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en France métropolitaine augmente de 0,9% (+31 500) comparé au mois précédent pour s'établir à 3,348 millions. Sur un an, leur nombre a crû de 4,7%; soit 150 000 DE supplémentaires.

Comparé au début de l'année 2008 (point bas du chômage avant crise), on peut estimer que le nombre de DE inscrits à Pôle Emploi a progressé de plus de 1,3 million de personnes en France métropolitaine.



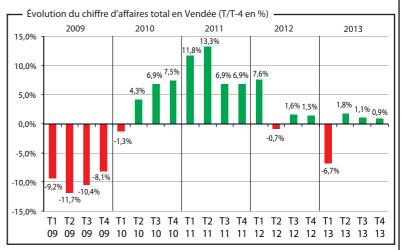
3 - Conjoncture vendéenne : Chiffre d'affaires (CA) des entreprises

Légère amélioration de l'activité à partir du second trimestre 2013

Les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal (hors entreprises financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 29 858 millions d'euros (M€) sur 2013 contre 30 080 M€ sur 2012, soit une légère dégradation de -0,7%.

En termes de rythme de croissance, le CA a fortement reculé au 1^{er} trimestre 2013 (-6,7% comparé au 1^{er} trimestre 2012) puis progressé mollement sur les 3 trimestres suivants : +1,8% au 2^{ème}, +1,1% au 3^{ème} et +0,9% au 4^{ème}.

En Région, le CA total des entreprises progresse de +1,2% en 2013.

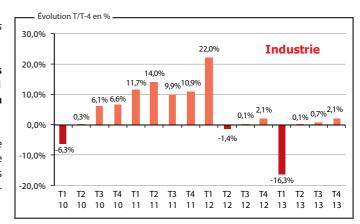


INDUSTRIE: activité en recul sur 2013 malgré un léger mieux en fin d'année

♥ **INDUSTRIE** (34,4% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur 2013)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur de l'industrie s'est élevé à 10 261 millions d'euros en 2013 contre 10 688 M€ en 2012, soit un recul de -4,0%.

L'activité dans l'industrie s'est très nettement dégradée au 1^{er} trimestre 2013 de -16,3% (comparé au 1^{er} trimestre 2012), avant de se stabiliser sur les 2^{ème} et 3^{ème} trimestres (respectivement +0,1% et +0,7%) puis de progresser légèrement au 4^{ème} trimestre (+2,1%).

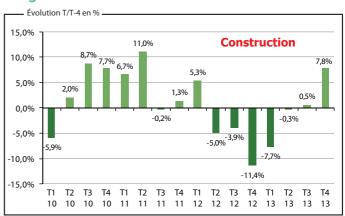


CONSTRUCTION/BTP: une année 2013 atone malgré un meilleur 4ème trimestre

Se CONSTRUCTION/BTP (9,0% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur 2013)

Les entreprises du secteur de la construction ont déclaré un chiffre d'affaires de 2 694 millions d'euros en 2013 contre 2 687 M€ un an auparavant, soit une stabilité de l'activité (+0,3%).

En termes de rythme d'évolution, l'activité a reculé fortement de -7,7% au 1^{er} trimestre 2013 (comparé au 1^{er} trimestre 2012) avant de se stabiliser aux 2^{ème} et 3^{ème} (respectivement -0,3% et +0,5%), puis de progresser nettement sur le 4^{ème} trimestre (+7,8%).

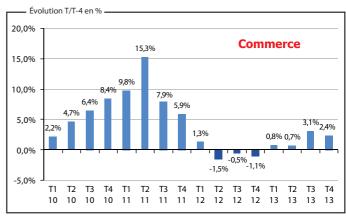


COMMERCE : chiffre d'affaires en hausse modérée sur l'année 2013

Se **COMMERCE** (35,6% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur 2013)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur du commerce s'est élevé à 10 633 millions d'euros en 2013 contre 10 448 M€ en 2012, soit une hausse de +1,8%.

L'activité a progressé très faiblement au cours du 1^{er} semestre (+0,8% au 1^{er} trimestre et +0,7% au $2^{\grave{e}me}$), puis de manière plus nette sur les 6 derniers mois de l'année (+3,1% au $3^{\grave{e}me}$ trimestre et +2,4% au $4^{\grave{e}me}$).

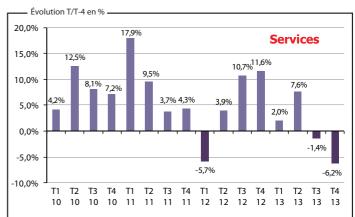


SERVICES: activité atone sur l'année 2013; hausse au 1er semestre ... recul au 2nd

SERVICES (21,0% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur 2013)

Les entreprises du secteur des services (hors activités financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 6 270 millions d'euros proche (+0,2%) de celui enregistré un an plus tôt (6 256 M€ en 2012).

L'activité a nettement progressé au 1er semestre 2013 (+2,0% au 1er trimestre et +7,6% au second) avant de reculer au 2nd semestre (-1.4% au 3ème trimestre et -6.2% au 4ème).



Source: DGFIP - Traitement: OESTV

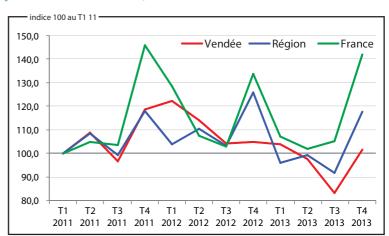
4 - Conjoncture vendéenne: Investissements* des entreprises

Forte érosion des investissements* sur l'année 2013 ... seules les entreprises des services maintiennent leur niveau comparé à l'année précédente (*estimés à partir de la TVA déductible sur immobilisations)

Les montants investis par les entreprises vendéennes (hors entreprises financières) se sont élevés à 1 173 millions d'euros sur 2013 contre 1 353 M€ sur 2012, soit en forte dégradation de -13,3%.

En termes de rythme d'évolution, les immobilisations se sont nettement repliées sur les 3 premiers trimestres de 2013 (-15,2% au 1er, -14,2% au 2ème et -20,1% au 3ème) et de manière moins soutenue sur le 4ème trimestre (-3,2%).

Comme en Vendée, les investissements en Région ont reculé fortement (-8,7%) tandis qu'en France, ils se repliaient également mais de manière moins vive (-3,5%) sur la période considérée.



Investissements par secteur en Vendée

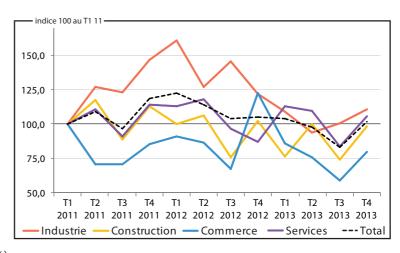
♦ INDUSTRIE (32,3% des investissements sur 2013)

Les entreprises industrielles ont déclaré 379 millions d'euros d'investissements en 2013 contre 510 M€ en 2012, soit une baisse extrêmement prononcée de -25,6%.

Dans le détail, les investissements ont reculé vivement sur tous le 4 trimestres : -32,2% au 1^{er}, -26,2% au 2^{ème}, -31,1% au 3^{ème} et -9,2% au 4^{ème}.

♦ CONSTRUCTION (7,0% des investissements sur 2013) Les entreprises du secteur de la construction ont investi 82 millions d'euros en 2013 contre 90 M€ en 2012, soit un recul de -9,1%.

Les investissements ont très fortement diminué au 1^{er} trimestre (-23,7% comparé au 1^{er} trimestre 2012), puis reculé de manière moins vive aux 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres (respectivement -5,7%, -2,3% et -3,6%).



Section Commerce (14,4% des investissements sur 2013)

Les entreprises du secteur du commerce ont déclaré 169 millions d'euros d'immobilisations sur 2013 contre 206 M€ sur 2012, soit un fort repli de -18,1%.

En termes de rythme d'évolution, les investissements se sont dégradés au fil des trimestres : -5,3% au 1^{er} comparé à la même période de 2012, -11,9% au 2^{ème} trimestre, -12,8% au 3^{ème} et -34,9% au 4^{ème}.

SERVICES (46,3% des investissements sur 2013)

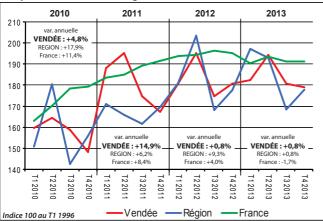
Les entreprises du secteur des services (hors entreprises financières) ont investi 543 millions d'euros sur 2013 contre 546 M€ sur 2012, soit une très légère baisse de -0,6%.

Les immobilisations ont été stables au 1^{er} trimestre comparé à la même période de 2012, puis ont nettement reculé sur les 2^{ème} et 3^{ème} trimestres (respectivement -7,2% et -13,3%), pour enfin, fortement progresser sur le 4^{ème} trimestre (+22,0%).

5 - VENDÉE: Exportations

Les montants exportés par les entreprises vendéennes progressent légèrement en 2013

Exportations: Vendée - Région - France (données CAF/FAB hors mat. militaire)



Au cours de l'année 2013, le montant des exportations vendéennes s'est élevé à 1 978 millions d'€, soit en légère progression de 0,8% comparé à 2012 (1 963 millions d'€).

Dans un contexte conjoncturel national et international moins dynamique, ces résultats sont plutôt satisfaisants. Il ne sont désormais inférieurs que de 4% par rapport à ceux enregistrés en 2008, meilleure année pour nos exportations avant la crise.

En Région et en France, les montants exportés en 2013 empruntent les tendances suivantes : ils progressent de +0,8% dans les Pays de la Loire tandis qu'ils se réduisent de -1,7% à l'échelle de l'Hexagone.

Principaux produits exportés depuis la Vendée en 2013

Comme en 2012, les "viandes et produits à base de viande" représentent désormais le 1er poste à l'export devant les "navires et bateaux" dont la part relative dans l'ensemble des flux vendéens continue de se contracter.

Si avant la crise les "navires et bateaux" concentraient de 25 à 30% des exportations, une nouvelle tendance de fond est désormais engagée: moins d'exportations depuis la Vendée en raison d'un marché européen en déclin et d'une stratégie d'implantation d'unités de production proches des marchés émergents ou plus dynamiques.

	2013 / 2012
Viandes et produits à base de viande (15% des exportations en valeur en 2013)	-8%
Navires et bateaux (14%)	-7%
Machines et équipements d'usage général (11%)	+10%
Produits de la culture et de l'élevage (6%)	+10%
Articles d'habillement (5%)	-1%
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (5%)	+11%
Produits alimentaires divers (5%)	+36%
Machines diverses d'usage spécifique (4%)	+9%
Machines agricoles et forestières (4%)	+3%
Équipements pour automobiles (3%)	-7%
Matériel électrique (3%)	-27%
Produits de la construction automobile (2%)	+0%
Produits chimiques de base, prod. azotés, mat. plastiques (2%)	+1%

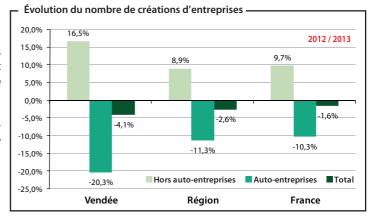
6 - VENDÉE : Créations d'entreprises

Source : INSEE Traitement : OESTV

Les créations (hors auto-entreprises) progressent vivement sur l'année 2013

Selon l'Insee, 3 776 entreprises (y compris autoentreprises) ont été créées, reprises ou réactivées dans notre département en 2013 contre 3 937 un an plus tôt, soit un repli de -4,1% imputable exclusivement à une forte baisse des créations d'auto-entreprises.

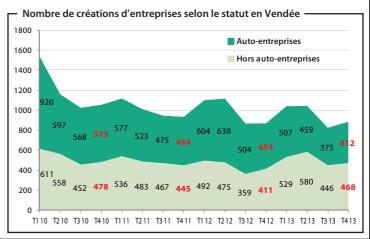
Comme en Vendée, les créations totales s'affichent également en repli aux échelles régionale (-2,6%) et nationale (-1,6%) sur la période considérée.



♦ Dans le détail, les créations hors auto-entreprises ont progressé fortement en 2013 de +16,5% en Vendée : soit 2 023 créations contre 1 737 en 2012. Cette hausse a été constante sur les 4 trimestres de l'année (+7,5% au 1^{er} trimestre comparé au 1^{er} trimestre 2012, +22,1% au 2^{ème}, +24,2% au 3^{ème} et +13,9% au 4^{ème}).

La Région et la France s'inscrivent dans la même tendance : respectivement +8,9% et +9,7%.

A l'inverse, **les auto-entrepreneurs** reculent fortement sur la période considérée de -20,3% dans notre département, tout comme en Région (-11,3%) et en France (-10,3%). Ces derniers ont représenté 46% des créations totales en Vendée sur l'année 2013 (52% en Région et en France). Ce système arrive en quelque sorte à maturité et logiquement les créations d'auto-entreprises se modèrent.



7 - Conjoncture vendéenne : Défaillances d'entreprises

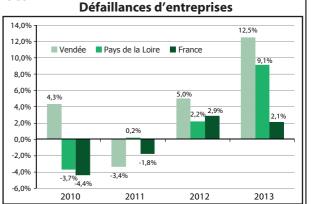
Défaillances en hausse ... essentiellement au 1er sem. 2013

🖔 Le nombre de défaillances d'entreprises a fortement progressé en 2013 de +12,5% en Vendée, soit 637 défaillances contre 566 un an

En termes de rythme d'évolution, ces dernières ont vivement progressé au cours du 1^{er} semestre (+50,4% sur le 1^{er} trimestre 2013 comparé au 1^{er} trimestre 2012 et +10,1% sur le 2^{ème}) avant de reculer sur la seconde partie de l'année (-2,6% sur le 3ème trimestre et -1,1% sur le 4ème).

En Région, le nombre de défaillances a connu, comme en Vendée, une forte augmentation sur l'année 2013 de +9,1%.

Enfin, à l'échelle de l'Hexagone, la tendance est également à la hausse mais de manière moins soutenue (+2,1%).



Évolution de l'emploi salarié global (données CVS - base 100 T1 08)

Vendée

Sources: Insee / Pôle Emploi - Traitement: OESTV

Région

France

Source : Insee, Banque de France - Traitement : OESTV

8 - Conjoncture vendéenne : Emploi salarié marchand

Redressement de l'emploi salarié sur la fin d'année 2013 porté par le commerce et les services

100.0

98.0

97.0

95.0

L'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles en Vendée (données cvs) se redresse de +0,5% (gain de 728 emplois) entre septembre et décembre 2013, après s'être sensiblement dégradé depuis mars (-0,9% entre mars et septembre 2013, soit -1 370 emplois).

Selon l'Insee, la Vendée compte 156 769 emplois salariés dans les activités marchandes non agricoles à fin décembre 2013 (estimations données cvs), en stabilité sur un an (-0,1%, perte de 146 postes).

Comme dans notre département, les effectifs salariés ligériens et français s'affichent en légère baisse sur un an à fin décembre 2013 de respectivement -0,3% et -0,2% (rebond en fin d'année).

L'emploi salarié par secteur d'activité en Vendée

🔖 À fin décembre 2013, le secteur de l'INDUSTRIE continue de perdre des emplois : -0,4% comparé à septembre 2013 (-205

Selon l'Insee, la Vendée compte 53 549 emplois salariés dans le secteur de l'industrie à fin décembre 2013 qui s'inscrivent en retrait de -1,4% sur un an (-756 postes).

L'emploi dans la CONSTRUCTION s'affiche en recul pour le cinquième trimestre consécutif à fin décembre 2013 (-0,8% comparé à septembre, soit -150 emplois).

Selon l'Insee, la Vendée compte 19 163 emplois salariés dans la construction à fin décembre 2013 ; ces derniers s'établissant en baisse de -2,1% sur un an (-420 postes).

 $\$ Dans le COMMERCE, les effectifs ont fortement progressé sur la fin d'année 2013 : +1,3% entre septembre et décembre (gain de 395 postes).

Selon l'Insee, 30 876 emplois salariés sont recensés en Vendée dans le commerce à fin décembre 2013 ; ils s'inscrivent en hausse de

Emploi salarié par secteur en Vendée (données CVS - base 100 T1 08) 106.0 104.0 102.0 100.0 98,0 96.0 94,0 T1 T2 T3 T4 08 08 08 08 09 09 09 09 10 10 10 10 11 11 11 11 12 12 12 12 13 13 13 13 Construction Services marchands ----Total

T1 T2 T3 T4 08 08 08 08 09 09 09 09 10 10 10 10 11 11 11 11 12 12 12 12 13 13 13 13

+0,6% sur un an (+186 postes).

🖖 Le secteur des SERVICES MARCHANDS enregistre, comme le commerce, une forte hausse de ses effectifs entre septembre et décembre 2013 (+1,3% pour un gain de 688 emplois).

Selon l'Insee, les effectifs salariés dans les services concernent 53 181 emplois en Vendée à fin décembre 2013 et progressent de +1,6% sur un an (+844 emplois).

L'intérim en Vendée : la hausse enregistrée en fin d'année 2013 se prolonge sur le début d'année 2014

Le rebond enregistré en fin d'année 2013 (+2,2% en novembre puis +4,3% en décembre 2013) se poursuit sur le début d'année 2014: +9,2% sur janvier 2014 comparé à décembre 2013.

Selon Pôle emploi, à fin janvier 2014, la Vendée compte 8 544 intérimaires (données CVS) soit une hausse de +17,1% sur un an (+1 245 postes).





9 - VENDÉE: Chômage

Après deux mois d'évolutions modérées, le nombre de DE progresse un peu plus vivement en février 2014

Au mois de février, la Vendée enregistre une nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi de +1,4% (soit 393 DE en plus) comparé au mois précédent.

Cette hausse fait suite à deux mois où les évolutions étaient plus mesurées (-0.2% en décembre 2013 et +0.4% en janvier 2014).

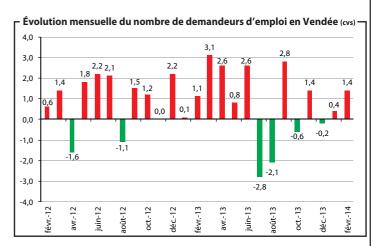
Selon Pôle Emploi, la Vendée compte 28 107 demandeurs d'emploi de catégorie A à la fin du mois de février 2014 (données CVS). Sur un an, ces derniers s'inscrivent en hausse de +9,0%, soit 2 328 DE supplémentaires.

La Région et la France connaissent également une hausse marquée du nombre de DE sur un an à fin février 2014 de respectivement +6,9% et +4,7%.

Évolution sur un an à fin février par catégorie de demandeurs d'emploi

Toutes les catégories de DE sont impactées par cette hausse dans notre département, et particulièrement les séniors :

- Femmes: +8,8% (+1 177 DE) - Hommes: +9,2% (+1 151) - Moins de 25 ans: +5,3% (+258) - Plus de 50 ans: +16,1% (+997).



Demandeurs d'emploi Cat. A (données C.V.S.*) et Taux de chômage

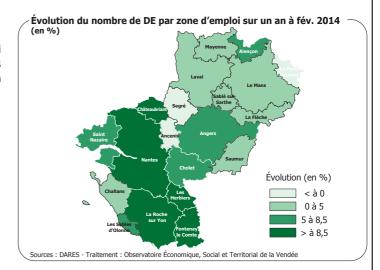
	Fév. 2014	Évol. fév. 2013 / fév. 2014	Taux T4 2012	Taux T4 2013
Vendée	28 107	+2 328 (+9,0%)	8,1%	8,3%
Région	164 918	+10 649 (+6,9%)	8,5%	8,6%

^{*} données corrigées des variations saisonnières

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi

La progression du nombre de demandeurs d'emploi (données brutes - Cat.A) est globalement soutenue dans l'ensemble des zones d'emploi vendéennes **sur un an à fin février 2014**:

- ⇒ +3,9% pour **Challans**
- ⇒ +7,6% pour les Sables d'Olonne
- ⇒ +8,8% pour Fontenay-le-Comte
- ⇒ +11,3% pour la Roche-sur-Yon
- ⇒ +12,0% pour **les Herbiers** (soit la hausse la plus forte des ZE ligériennes)

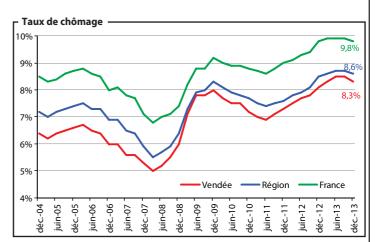


Taux de chômage en Vendée : en recul pour la première fois depuis juin 2011

En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2013, le taux de chômage en Vendée s'établit à 8,3% de la population active contre 8,5% sur le trimestre précédent.

Sur un an, ce taux a cependant légèrement progressé de 0,2 point et se situe désormais à près de 3 points au dessus de celui qui était observé au 1^{er} trimestre 2008 (5,0%).

Le taux de chômage vendéen est toujours nettement inférieur à celui de la France (9,8%) mais désormais assez proche de celui de la Région (8,6%).





Depuis le début de l'année 2013, l'Insee a refondu son questionnaire de l'enquête Emploi, ce qui a eu pour incidence une rétropolation des séries longues du taux de chômage à partir du 4^{ème} trimestre. Les données ci-dessus tiennent compte de cette modification et ne sont donc pas comparables avec les données fournies lors de nos Points de conjoncture précédents (baisse artificielle du taux de chômage d'environ 0,5 point).

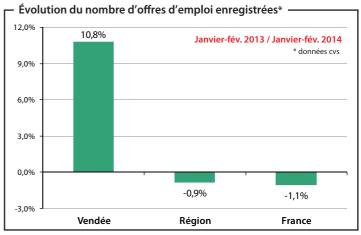
Offres d'emploi enregistrées : le rebond observé sur le 4ème trimestre 2013 se prolonge sur le début d'année 2014 (notamment sur les emplois non durables : moins de 6 mois)

En Vendée, Pôle emploi a enregistré 4 101 offres d'emploi sur les 2 premiers mois de 2014 contre 3 701 sur la même période de 2013, soit une hausse de +10,8%.

Ainsi, le rebond enregistré en fin d'année dernière (+7,8% au 4^{ème} trimestre 2013 comparé au 4^{ème} trimestre 2012 contre -26% au 1^{er} trimestre, -22% au 2^{ème} et -18% au 3^{ème}) se prolonge sur ce début d'année.

À l'inverse de ce qui est observé dans notre département, les offres d'emploi enregistrées en Région et en France stagnent, voire reculent, sur les 2 premiers mois de 2014 : respectivement -0,9% et -1,1%.

Notons toutefois que 64% des offres d'emploi enregistrées sur janvier/février 2014 concernent des emplois non durables (moins de 6 mois) en Vendée contre 55% en Région et 51% en France.



10 - VENDÉE: Logements

Sources : Sit@del2 et Cellule économique régionale du BTP des Pays de la Loire - Traitement : OESTV

Après une année 2013 très défavorable, les permis de construire enregistrés sur les 2 premiers mois de 2014 s'établissent à un des plus bas niveaux de ces 15 dernières années

♦ Avec 4 509 logements autorisés en Vendée sur l'année 2013, les permis de construire délivrés se sont sont inscrits en très net recul de -25% comparé à 2012 (5 970 autorisations).

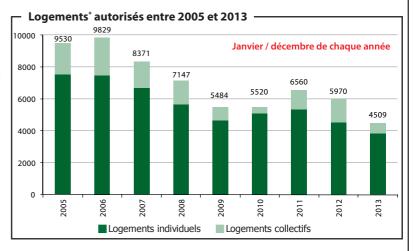
Le logement individuel (86% de l'ensemble des permis délivrés sur 2013) a reculé -15%: 3 863 autorisations contre 4 522 un an auparavant. Plus précisément, les permis se sont repliés aussi bien dans l'individuel pur (3 223 contre 3 858, soit -17%) que dans l'individuel groupé (640 contre 664, soit -4%).

Dans le collectif, les autorisations se sont effondrées de -55% sur 2013 ; soit 646 permis contre 1 448 en 2012.

Sur les 2 premiers mois de 2014, les autorisations de permis de construire s'écroulent de -60% comparé à la même période de 2013 : -59% dans l'individuel et -88% dans le collectif. Le nombre de permis de construire enregistré à ce jour (553 contre 1 381 un an plus tôt et 1 204 deux ans auparavant) demeure très nettement en dessous des niveaux enregistrés lors des dernières années.

		Vendée		Région		France	
		2013	Évol. 2012/2013	2013	Évol. 2012/2013	2013	Évol. 2012/2013
	Logements autorisés*	4 509	-24,5%	21 957	-25,0%	406 027	-11,7%
	Logements mis en chantier*	4 442	-14,6%	20 415	-10,0%	313 076	-3,7%

^{*} logements ordinaires (= hors logements en résidence)

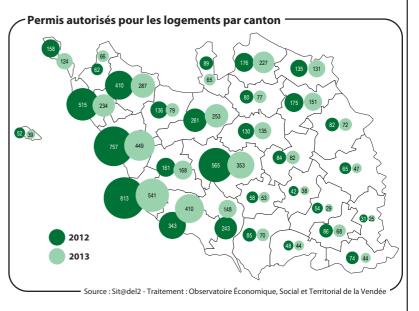


∜ Concernant les mises en chantier de logements dans notre département, elles ont également reculé nettement sur l'année 2013 de -15%.

Elles se sont repliées dans l'individuel (-4,2%; 3 770 contre 3 934 sur 2012) et encore plus vivement dans le collectif (-47%; 672 contre 1 268 en 2012).

☼ En Région, les permis de construire délivrés sur 2013 s'établissent aussi en net recul (-25%: -14% dans l'individuel et -39% dans le collectif), tout comme les mises en chantier (-10% : -9% dans l'individuel et -12% dans le collectif).

Enfin, à l'échelle de l'Hexagone, la tendance est la même : les autorisations sont en baisse de -12% (-11% dans l'individuel et -12% dans le collectif), tout comme les mises en chantier (-4% : -7% dans l'individuel et 0% dans le collectif).



11 - VENDÉE : Immatriculations de voitures particulières neuves

Sources: Fichier central des automobiles - CCFA

Un début d'année 2014 meilleur qu'en 2013 ... mais toujours en deçà des années antérieures

Sur les 2 premiers mois de 2014, les immatriculations de voitures de tourisme neuves s'inscrivent en hausse de +5,8% comparé à la même période de 2013; soit 2 195 unités contre 2 075 un an auparavant.

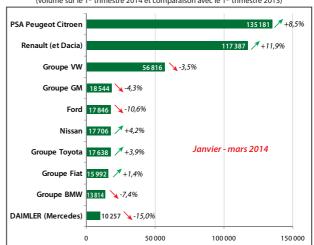
Malgré cette hausse, le niveau des immatriculations demeure particulièrement bas comparé à observés lors des 4 années antérieures (de 2009 à 2012).

En France, si le nombre d'immatriculations de voitures neuves s'est replié légèrement (-0,4%) sur les 2 premiers mois de 2014, il a ensuite profité d'un très net rebond en mars (+8,5%). Au total, le marché automobile français s'inscrit ainsi en hausse de 2,9% au 1^{er} trimestre 2014 comparé à la même période de 2013. **Le CCFA prévoit une croissance autour de 1% pour l'année 2014.**

| Janvier | février de chaque année | 3 300 | 2 450 | 2 450 | 2 443 | 2 075 | 2 195 | 1 000 | 1 000 | 2 009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |

Immatriculations de voitures particulières neuves en France

(volume sur le 1^{er} trimestre 2014 et comparaison avec le 1^{er} trimestre 2013)



Immatriculations par constructeur en France

La hausse des immatriculations de voitures particulières neuves enregistrée en France sur le 1^{er} trimestre 2014 a essentiellement profité aux constructeurs automobiles français : +8,5% pour PSA (+10,3% pour Peugeot et +6,3% pour Citroën) et +11,9% pour le Groupe Renault (+8,1% pour Renault et +25,5% pour Dacia).

12 - VENDÉE: Immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes

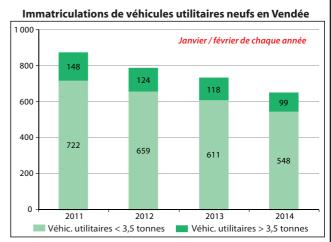
Sources: Fichier central des automobiles

Immatriculations des véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) et poids lourds (> 3,5 tonnes) en net recul sur le début d'année 2014 en Vendée

Sur les 2 premiers mois de 2014, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée ont nettement reculé de -11,2% comparé à la même période de 2013 (647 unités contre 729 un an auparavant).

Les ventes de véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) se sont repliées sur la période considérée de -10,3% (548 unités contre 611) ainsi que celles des poids lourds (>3,5 tonnes) de -16,1% (99 unités contre 118).

En France, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs reculent également mais de manière moins soutenue de -1,3% sur les 2 premiers mois de 2014. Dans le détail, les immatriculations de véhicules utilitaires légers se contractent de -2,9% à 57 325 unités, tandis que celles relatives aux véhicules supérieurs à 3,5 tonnes progressent fortement de +13,0% à 7 633 unités.



NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV

















Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- ORCAB
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- -TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée
- Communauté de communes du Canton de Rocheservière
- Communauté de communes des Olonnes
- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- Communauté de communes du Pays de Challans
- Communauté de communes Vendée Sèvre Autise
- Communauté de communes Terres de Montaigu
- Roche sur Yon Agglomération
- Commune du Château d'Olonne
- Commune des Herbiers
- Commune de Luçon
- Commune d'Olonne-sur-Mer
- Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Commune de la Tranche-sur-Mer
- Société Publique Régionale Pays de la Loire

- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire Particuliers
- Casino des Pins
- CAUE Vendée
- CAVAC
- CEAS Vendée
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- E.Leclerc SAS Sodilonne
- E.Leclerc SAS Sodiroche
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- Holding ROUTHIAU
- ICES
- ICFS MESLAY
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison de l'Emploi Roche Agglo
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- PRAMAC
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- SOHETRA
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD

- Conseil Général de la Vendée



et Territorial de la Vendée

www.oestv.fr